

L'Express du 02/03/2006

**1963****La guerre des sables**

par Claude Krief

**Peu de temps après l'indépendance de l'Algérie, le climat s'envenime entre les deux pays à propos de la délimitation de leurs frontières. L'armée algérienne attaque, le Maroc riposte**

**Q**ui connaissait les noms de Tinjoub et d'Hassi-Beida, ces pauvres bordj perdus dans les sables, à quelques dizaines de kilomètres au sud de Colomb-Béchar? A peine quelques nomades. Mais, depuis que le canon s'est remis à tonner, il n'est plus personne qui les ignore en Afrique du Nord et dans les chancelleries du monde entier. Après tant d'autres frontières, la ligne qui sépare l'Algérie du Maroc prend sa place dans la genèse d'une guerre.

**«Pour la première fois dans l'histoire du Maroc et de l'Algérie, le sang marocain a coulé»**

C'est ce qui étonne. On pouvait admettre que le Rideau de fer, telle frontière dans les Balkans ou les confins sino-indiens puissent à la rigueur susciter un conflit. Mais comment concevoir chose pareille entre deux Etats à peine sortis de leur histoire coloniale, deux pays que rapprochent race, langue, religion et passé? Les faits sont là. «Pour la première fois dans l'histoire du Maroc et de l'Algérie, le sang marocain a coulé», déclarait la semaine dernière M. Boutaleb, ministre de l'Information de SM Hassan II. Depuis, de violents affrontements allant jusqu'au corps-à-corps ont opposé plusieurs milliers de combattants. Des dizaines de morts. Des dizaines de blessés. Comment en est-on arrivé là et pourquoi? C'est une longue histoire. Elle remonte au jour où M. Allal el-Fassi fit publier une carte du Grand Maroc. On était en 1956. Mohammed V venait de retrouver depuis peu son trône, et le Maroc, son indépendance. M. Allal el-Fassi revendiquait une large partie du Sahara algérien et la Mauritanie, jusqu'à Saint-Louis du Sénégal. [...] Pendant plusieurs mois, les revendications de M. Allal el-Fassi ne furent guère prises au sérieux. On y voyait l'expression de rêves historiques, l'effet de mirages passés. Tout changea quand Mohammed V reprit officiellement à son compte ce programme. [...] Hassan II a poursuivi la politique de son père. Quelques mois après l'accession de l'Algérie à l'indépendance, il fit savoir qu'il était temps d'ouvrir le dossier. Alger temporisait. Sur le terrain, la situation se dégradait lentement. Quelques communiqués de la MAP, l'agence de presse marocaine, signalaient de temps en temps des «incidents» que les Algériens passaient la plupart du temps sous silence. Des mouvements de troupes suivirent. Mais personne ne prenait la situation au tragique. [...] La mise en valeur du Sahara devait permettre de dépasser les problèmes de territoire et fonder la prospérité commune dans un avenir commun. Au contraire, au fil des mois, les divergences se sont accusées, jusqu'à apparaître aujourd'hui insurmontables. [...] Les trois chefs d'Etat du Maghreb ne s'estiment guère. Leurs choix politiques respectifs les éloignent et leur course au leadership africain les sépare. L'Algérie «révolutionnaire» est condamnée à aller de l'avant. Et, comme le disait le colonel Boumediène à un journaliste égyptien, son dynamisme ne peut pas plus se limiter à ses frontières que le colonel Nasser n'a pu se confiner dans la vallée du Nil. La révolution «arabo-islamique» doit gagner les peuples marocain et tunisien. Pour Alger, le Maroc vit sous une dictature monarchique et féodale, tandis que la Tunisie végète sous une dictature réformatrice. Autrement dit, l'unité du Maghreb doit passer par un changement de régime dans les deux Etats «frères». Ni Rabat ni Tunis n'ont ignoré jusqu'à présent cet état d'esprit. Comment s'étonner dans ces conditions du peu de chaleur - c'est le moins que l'on puisse dire - qui a régi ces derniers temps les rapports nord-africains? En fait, l'orgueil et le nationalisme marocains ne le cèdent en rien à ceux des Algériens ou des Tunisiens. C'est ce qui aggrave le conflit. Dans un tel contexte, une contestation de frontières prend des proportions démesurées. Hassan II ne peut pas renier Mohammed V. Des raisons politiques ont amené M. Ben Bella à conduire jusqu'à l'affrontement ouvert un différend latent. S'agit-il d'un conflit inévitable entre un régime «socialiste» et une monarchie «bourgeoise»? Plus probablement, de préparer des positions de négociation.

17 octobre 1963